

l'Afrique subsaharienne. Le secrétaire Baker avait simplement mentionné qu'il faudrait les étudier séparément et leur appliquer des solutions spéciales, laissant entendre qu'ils profiteraient néanmoins des remboursements à l'ancien Fonds de fiducie du FMI. Même si ces pays en sont à un stade de développement beaucoup moins avancé et requièrent donc un ensemble de politiques très différentes, leurs besoins ne sauraient être ignorés pour autant.

Bref, tout en constatant l'appui unanime accordé au Plan Baker, le Comité a pu constater que les deux points suivants faisaient l'objet de nombreux doutes: premièrement, la question de savoir si l'état de l'économie mondiale et les perspectives immédiates étaient de nature à favoriser la réussite du Plan Baker et, deuxièmement la question de savoir si le transfert net de ressources envisagé par le secrétaire Baker suffirait à assurer le succès de cette entreprise?

Le Comité a aussi entendu des opinions divergentes sur l'applicabilité de ce plan au Mexique. Pour certains, dont les banquiers canadiens, le Mexique est si lourdement endetté et son économie en si mauvais état qu'il constitue un bien mauvais terrain d'essai pour les prescriptions du secrétaire Baker. Certains banquiers américains et canadiens se sont demandés si l'économie mexicaine était capable de croissance soutenue à moyen terme et doutaient, de ce fait, que les banques privées acceptent de débloquer des fonds suffisants. D'autres, comme M. Paul Volcker, président du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine, considèrent, au contraire, que le cas du Mexique constitue une situation-test.

## **Les conditions faites au Mexique en 1986**

Les arrangements négociés entre le gouvernement mexicain et le Trésor des États-Unis, le FMI et la Banque mondiale, annoncés le 22 juillet 1986, ont pris les milieux financiers internationaux un peu par surprise. Non seulement les ressources offertes étaient plus importantes qu'on ne l'avait prévu et les ententes assorties d'éléments nouveaux, comme celui de proportionner l'ampleur des prêts aux résultats de l'économie mexicaine, mais encore certaines conditions posées au gouvernement mexicain étaient moins lourdes que prévu.

La meilleure façon de comprendre la portée réelle des arrangements négociés avec le Mexique est d'en comparer les éléments constitutifs avec les attentes exprimées devant le Comité par les milieux informés à Washington et à New York, un mois et demi seulement avant l'annonce de l'accord. En juin, un certain nombre de témoins ont indiqué au Comité que le Mexique avait fait une demande totale de 9 milliards de dollars, qualifiée d'« exorbitante » par M. Horst Schulmann, de l'Institut de finances internationales. On prévoyait que le règlement final s'établirait à environ 4 milliards de dollars. Les banques commerciales avanceraient quelque 2,5 milliards de dollars, la Banque mondiale 1 milliard de dollars et le FMI entre 600 et 700 millions. Le Mexique devait s'engager en outre à ramener son déficit budgétaire de 13,5 p. 100 à un niveau équivalent à 5 ou 6 p. 100 de son PNB.

Si on compare ces chiffres à ceux qui ont été annoncés en juillet, on constate que le Mexique est parvenu à persuader les IFI et le gouvernement des États-Unis d'accepter des conditions considérablement plus avantageuses que celles dont il